Burundi : Torture, disparitions forcÃ©es et exÃ©cutions extrajudiciaires persistent

OMCT, 19.05.25 Rapports

Burundi : Torture, disparitions forcÃ©es et exÃ©cutions extrajudiciaires persistent malgrÃ© les engagements de lâ€™Ã‰tatDix organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, sous la coordination de SOS-Torture Burundi et avec le soutien de la FÃ©dÃ©ration internationale des ACAT (FIACAT), de lâ€™Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et du Conseil international de rÃ©habilitation des victimes de la torture (IRCT), publient ce jour un rapport alternatif de suivi sur la mise en Å“uvre par le Burundi desÂ recommandationsÂ prioritaires formulÃ©es par le ComitÃ© des Nations Unies contre la torture (CAT) au mois de novembre 2023.

Ce rapport, qui couvre la pÃ©riode de novembre 2023 Ã mars 2025, dresse un constat alarmant de la situation des droits humains au Burundi. Il rÃ©vÃ¨le notamment : 65 cas de disparitions forcÃ©es, dont plusieurs concernent des militants politiques enlevÃ©s en toute impunitÃ© ;137 cas de dÃ©tentions arbitraires, visant en majoritÃ© des opposants politiques ;28 cas de torture, perpÃ©trÃ©s principalement par des agents du Service national de renseignement (SNR), des policiers et des membres de la ligue des jeunes Imbonerakure ;11 exÃ©cutions extrajudiciaires, dont certaines imputables Ã des responsables Ã©tatiques clairement identifiÃ©s. Le rapport dÃ©nonce lâ€™absence totale de poursuites Ã lâ€™encontre des auteurs de ces crimes, illustrant une impunitÃ© gÃ©nÃ©ralisÃ©e et systÃ©mique. Alors que le pays se prÃ©tenir des Ã©lections lÃ©gislatives au mois de juin 2025, les dÃ©fenseurÂ·es des droits humains, les journalistes et les opposants politiques continuent dâ€™Ãªtre intimidÃ©s, arrÃªtÃ©s ou condamnÃ©s sur des bases infondÃ©es. La situation est aggravÃ©e par le contexte sÃ©curitaire rÃ©gional dÃ©tÃ©riorÃ©, en particulier la participation militaire du Burundi dans le confl actuel Ã lâ€™Est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), qui sâ€™accompagne de dÃ©ploiements opaques, dâ€ aux civils et de la criminalisation croissante de toute voix dissidente. MalgrÃ© lesÂ engagements pris par le Burundi lors du dialogue avec le CATÂ au mois de novembre 2023, aucune mesure concrÃ¨te nâ€™a Ã©tÃ© adoptÃ©e pour mettre fin Ã la tor garantir la justice aux victimes ou assurer la protection des dÃ©fenseur(e)s des droits humains. Le gouvernement burundais nâ€™a pas soumis, Ã ce jour, le rapport de suivi attendu en fÃ©vrier 2024, contrairement Ã ses obligations internationales. Les organisations signataires de la prÃ©sente dÃ©claration sollicitent : Au gouvernement burundais : Mettre en Å“uvre sans dÃ©lai lâ€™ensemble des recommandations formulÃ©es par le CAT ;Ouvrir des enquÃªtes indÃ©pendantes, impartiales et efficaces sur tous les cas de torture, de disparitions forcÃ©es, dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires et de dÃ©tentions arbitraires, et poursuivre en justice les auteurs prÃ©sumÃ©s, y compris au sein des forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© ou des structures affiliÃ©es au parti au pouvoir ;Adopter une loi de protection des victimes et des tÃ©moins, et octroyer une rÃ©paration intÃ©grale et des mesures de rÃ©habilitation pour toutes les victimes de torture et de traitements cruels, inhumains ou dÃ©gradants ;Mettre en place un registre officiel et un mÃ©canisme national indÃ©pendant de recherche et de documentation des personnes disparues ;Cesser toute forme de reprÃ©sailles contre les dÃ©fenseurÂ·es des droits humains, journalistes et opposants, et annuler les mandats dâ€™arrÃªt caractÃ¨re politique ;CoopÃ©rer pleinement avec les mÃ©canismes des Nations Unies, notamment le Rapporteur spÃ©cial sur la situation des droits humains au Burundi et le Groupe de travail des Nations-Unies sur les disparitions forcÃ©es. Ã€ la communautÃ© internationale : Renforcer sa vigilance et la pression diplomatique sur les autoritÃ©s burundaises dans le contexte des Ã©lections de 2025 ;Exiger des enquÃªtes indÃ©pendantes et impartiales sur les violations graves des droits humains ;Soutenir les mÃ©canismes de surveillance du respect des droits humains et les efforts de documentation et de plaidoyer de la sociÃ©tÃ© civile indÃ©pendante. Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du Rapport

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});